

Sécurité

La situation sécuritaire dans la région de l'Extrême-Nord demeure volatile et imprévisible. Un attentat kamikaze, perpétré par un enfant nigérian de 8 ans, a causé la mort de trois personnes et blessé deux autres à Amchidé le 22 Février. Le 28 février, un berger a été enlevé par les combattants de Boko Haram à Goneri à Mora, et un homme abattu à son domicile à Millemari, à 10 km de Fotokol. La frontière récemment ouverte sur l'axe Fotokol a été momentanément refermée suite à une attaque du poste frontière nigérian de Gambaru séparé de la localité camerounaise de Fotokol par un pont. Les consignes de prudence et de sécurité émises par les autorités demeurent en vigueur.

Développements majeurs

Les Gouvernements du Cameroun, du Nigéria et le HCR ont signé le 2 mars l'Accord Tripartite relatif au rapatriement librement consenti des réfugiés nigériens vivant au Cameroun. Il s'agit d'un cadre juridique qui définit les modalités du retour volontaire de plus de 85 000 réfugiés nigériens présents dans la région de l'Extrême Nord et dont environ 62 000 vivent dans le camp de Minawao. Il stipule que le rapatriement, qui est une décision volontaire, n'interviendra que sur la base de la volonté librement exprimée des réfugiés et suppose que ceux-ci disposent d'une bonne connaissance de la situation prévalant au Nigéria. Le rapatriement se fera dans le respect absolu des conditions de sécurité et de dignité des réfugiés. Les réfugiés qui n'opteront pas pour le rapatriement ne seront ni directement, ni indirectement contraints à retourner au Nigéria et leur statut de réfugié continuera à être reconnu par les trois signataires. Une commission tripartite qui supervisera la mise en œuvre de cet Accord a également été mise sur pied.

Une délégation des quinze pays membres permanents du conseil de sécurité des Nations Unies s'est rendue à Maroua le 3 mars après s'être entretenue avec le Président de la République à Yaoundé. La mission, en visite dans les pays du Bassin Lac Tchad, a pour objectif de se rendre compte et d'évaluer les défis de la lutte contre Boko Haram, de l'urgence humanitaire et de développement. A Maroua, elle s'est entretenue avec les autorités locales et acteurs humanitaires. Elle a également rencontré un groupe de réfugiés nigériens, de personnes déplacées internes et deux enfants victimes de la violence de Boko Haram. Avant de s'envoler pour le Tchad, la délégation a félicité le Cameroun pour les efforts investis dans la lutte contre Boko Haram et l'accueil des réfugiés sur son territoire.

Une mission conjointe de la Banque Mondiale et de la Banque Africaine de Développement a séjourné au Cameroun du 20 février au 3 mars en vue d'une opportunité de financement au bénéfice des réfugiés et communautés hôtes, dans le cadre de la disponibilité de nouveaux fonds pour les zones abritant des réfugiés. Accompagnée du HCR et des représentants des Ministères de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MINATD) et de l'Economie et de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), la mission a visité les axes Meiganga-Djohong, et Batouri du 20 au 25 février. Elle y a procédé à une évaluation des besoins des populations locales et des réfugiés dans les localités de cohabitation. La mission s'est ensuite rendue à Maroua où elle a visité le 27 février, le camp de Minawao ainsi que les lamidats des villages hôtes de Gawar et Zamaï. La mission a ainsi pu recueillir directement auprès des réfugiés et des populations hôtes leurs besoins prioritaires.

Le 24 février s'est tenue en Norvège la Conférence humanitaire d'Oslo pour le Nigéria et la région du Lac Tchad, en présence de plus de 40 pays, de l'ONU, des organisations régionales et de la société civile. A l'issue de cette Conférence, les partenaires humanitaires se sont mis d'accord pour répondre aux besoins de développement sur le plus long terme et chercher des solutions durables aux crises. Une somme de 672 millions de dollars a été levée afin d'augmenter la réponse humanitaire et d'atteindre les groupes les plus vulnérables.

Le 1 mars, M. Kouassi Lazare Etien, nouveau Représentant du HCR au Cameroun, a présenté ses lettres d'introduction au Ministère des Relations Extérieures du Cameroun. Avant d'arriver au Cameroun, M. Etien était Représentant du HCR en République centrafricaine pendant quatre ans, période au cours de laquelle le pays a traversé de graves crises politiques ayant conduit au déplacement de plus de 400 000 personnes.

La Ministre de la Promotion de la Femme et de la Famille, Mme Marie Thérèse Ondoua Abena, a effectué une visite de travail le 22 février dans le camp des réfugiés de Minawao. Elle y a inauguré le second espace de cohésion des femmes financé par ONUFEMMES et s'est s'imprégnée de l'évolution des travaux de transformation en matériaux durables des espaces de cohésion de femmes.

M. Peter Drennan, Sous-secrétaire Général de l'ONU en charge des questions de sécurité, a effectué une visite de travail au camp des réfugiés de Minawao le 23 février. L'objectif de la mission était d'observer et d'évaluer le contexte et le dispositif sécuritaire en place. Il a rencontré et échangé avec les responsables de sécurité du Mayo-Tsanaga ainsi que les membres du comité de vigilance, et s'est entretenu avec une famille des réfugiés.



Signature de l'Accord Tripartite Cameroun-HCR-Nigéria. De gauche à droite : S.E. M. René Emmanuel Sadi, Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation du Cameroun ; M. Kouassi Lazare Etien, Représentant du HCR au Cameroun et le Lieutenant Général Abdulrahman Bello Dambazau, Ministre de l'intérieur du Nigéria.

Ph. UNHCR/J. ZECH

Région de l'Extrême-Nord

Statistiques

Le camp de Minawao compte un total de 62 033 individus (16 699 ménages) enregistrés. Les hommes représentent 46% de la population et les femmes 54%.

Protection

Un total de 60 nigériens (20 ménages) est arrivé spontanément au centre de transit de Gourounguel au cours de la période sous revue. Ces nouveaux arrivants proviennent des villages nigériens près de la frontière et arrivent pour des besoins de réunification familiale, de protection et d'assistance du fait des conditions de vie difficiles dans leurs lieux de provenance.

En vue d'améliorer l'environnement de protection des réfugiés, un total de 60 officiers de police de la région de l'Extrême-Nord ont été formés le 3 mars à Maroua sur la Protection Internationale et les droits des réfugiés. Ceci porte à 180 le nombre d'officiers de police formés. Ces ateliers de formation impactent de manière positive l'amélioration des conditions de protection des réfugiés et Personnes Déplacées Internes dans la région.

SGBV

Dans le cadre du programme de prise en charge des survivants de violences basées sur le genre et sexuelles, ONUFEMMES a distribué 338 kits économiques pour petit commerce et vente de céréales à 338 personnes vulnérables et victimes de VBG. Ces kits aideront à faciliter la réinsertion économique des victimes dans le camp de Minawao et dans les villages environnants.

Accès à l'énergie

Le Gouvernement du Cameroun, par le biais du Ministère de l'Eau et de l'Energie, a inscrit un montant de 231 millions de FCFA (\$ 373 000) dans son Budget d'Investissement Public 2017 pour l'électrification du camp de Minawao. Une équipe de la Délégation régionale dudit ministère a effectué une descente au camp de Minawao le jeudi 23 février afin d'évaluer les lieux. L'électrification du camp à travers ce budget se fera sur appel d'offres passé par le Ministère des marchés publics. Cet appui du Gouvernement du Cameroun contribuera à réduire le gap relatif à l'accès à l'énergie de la population réfugiée.

Coexistence pacifique

En vue de renforcer la coexistence pacifique entre les réfugiés et les populations des communautés hôtes de Gadala, Gawar et Zamai, un total de 5 800 personnes ont été sensibilisées (3 750 dans le camp et 2 050 dans les villages hôtes) sur la tolérance et la nécessité du vivre ensemble, ainsi que sur l'interdiction de la coupe de bois et de la chasse dans la réserve forestière de Zamai

Régions de l'Est, de l'Adamaoua et du Nord

Protection

Une mission du HCR s'est rendue le 4 mars dans la localité de Bétaré-Oya dans la région de l'Est où elle a enregistré 176 nouveaux demandeurs d'asile centrafricains (58 ménages). Chrétiens d'ethnie Gbaya, ces nouveaux arrivants fuient les exactions des groupes rebelles Peuhls dans la zone de Bocaranga en RCA. Ces nouveaux demandeurs d'asile seront pris en compte pour la prochaine distribution générale des vivres du PAM. Un screening médical et nutritionnel leur a été effectué et les cas de pathologies aiguës ont été pris en charge. Ils seront soit transférés dans les sites aménagés, soit installés sur place selon les orientations des autorités locales.

Education

Des uniformes scolaires ont été distribués, conjointement avec le partenaire CRS (Catholic Relief Services), aux élèves des écoles publiques de Ngbwakine et Mamma II dans la région de l'Est. Un total de 214 élèves sur 480 ciblés en a ainsi bénéficié. La différence entre ces chiffres est due aux irrégularités, absences et abandons scolaires des élèves tant le gap est élevé entre les statistiques des élèves inscrits et ceux des élèves effectivement présents en classe. Les acteurs humanitaires mettront un accent particulier sur les activités de sensibilisation des communautés sur la scolarisation des enfants et travailleront à renforcer la stratégie de maintien des élèves dans les écoles.

Sécurité alimentaire

Après le site de Timangolo, le programme Cash Based Transfert (CBT) a été lancé le 22 février dans le site de Lolo dans la région de l'Est. Ce programme s'inscrit dans le cadre de l'assistance alimentaire à travers les opérations de transfert monétaires. La distribution des téléphones et cartes sim se poursuit dans les deux sites. Un total de 1 730 ménages en ont déjà reçus à Timangolo et 3 582 à Lolo. Les commerces destinés à cette activité ont été identifiés et renfloués en denrées alimentaires, notamment en lait, riz, huile, cube aromatique, tomate et pâtes alimentaires. Les bénéficiaires recevront une demi-ration mensuelle, soit 4 400 FCFA (\$7.50) par personne, du fait de la coupure de 50% de la ration alimentaire suite aux déficits budgétaires auxquels font face le PAM.



CONTACTS:

Kabami Kalumiya | Associate External Relations Officer | kalumiya@unhcr.org | Tel: +237 691 141 226

Raissa Touraire Ngou | Reporting Assistant | ngou@unhcr.org | +237 693 017 380

Johannes Zech | Chief of Section for Coordination, Inter-Agency Affairs and External Relations | zech@unhcr.org | + 237 691 141 210